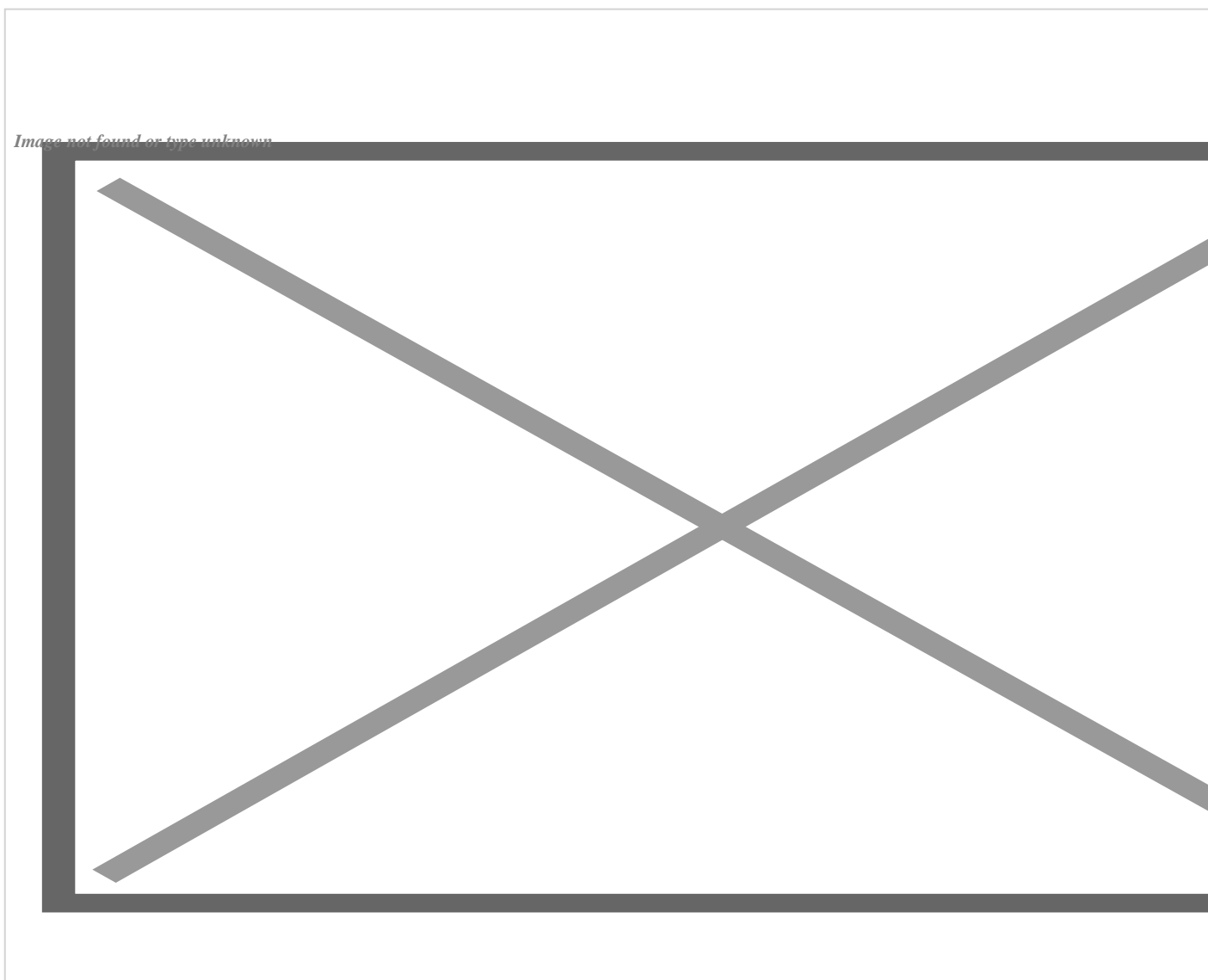


Le jour le moins désiré



Auteur Guillermo Alvarado

Après avoir perdu pour la troisième fois consécutive les élections présidentielles du Pérou, Keiko Fujimori, fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori, voit arriver le jour le moins désiré de sa vie, car ce mardi la justice a entamé les préparatifs pour ouvrir un procès à son encontre qui pourrait lui valoir la prison.

La candidate et leader du parti de droite Fuerza Popular (Force Populaire) s'est cramponnée de toutes ses forces à la possibilité d'une victoire aux élections, une opportunité qui lui a échappé pour plus de 40 mille voix, étant la seule possibilité pour obtenir cinq ans d'immunité.

Si la combinaison de la victoire au poste de présidente et l'obtention d'une large majorité au Parlement avait bien fonctionné, elle aurait pu renverser tout le processus et terminer son mandat sans la crainte de sentir l'ombre des barreaux derrière elle.

Mais elle n'a pas pu atteindre aucun des objectifs, car elle a obtenu la deuxième position aux élections, battue par l'enseignant Pedro Castillo, actuel président, et sa formation politique a seulement conquis 24 sièges des 130 qui composent le Congrès.

Le Tribunal entamera donc l'audience provisoire du procès contre la politicienne péruvienne de 46 ans, qui fait partie d'un groupe d'accusés pour un crime de corruption lié à l'entreprise brésilienne Odebrecht.

Il s'agit d'une première étape au cours de laquelle le juge va analyser tous les éléments et décider s'il accepte tout ou seulement une partie des allégations du procureur, un processus qui prendra plusieurs jours.

Plus précisément, Keiko Fujimori est accusée de participation présumée aux crimes de blanchiment d'argent, de crime organisé, d'obstruction à la justice et de fausses déclarations, des crimes qui pourraient lui valoir une peine totale de 30 ans et 10 mois en prison.

Son époux, le citoyen états-unien Marck Vito Villanella ainsi que plusieurs dirigeants du parti Fuerza Popular pourraient également être impliqués dans les événements.

Bien qu'ils clament tous leur innocence, d'anciens fonctionnaires d'Odebrecht ont déjà témoigné devant les tribunaux qu'ils avaient distribué quelques millions de dollars parmi des politiciens péruviens, y compris quatre anciens présidents du pays.

La semaine dernière le ministère public a retiré sa demande de placement en détention provisoire de Fujimori, situation qu'elle avait déjà vécue auparavant, lorsqu'elle a bénéficié de la liberté conditionnelle, ce qui lui a permis de participer aux élections présidentielles.

Le père de Keiko purge une peine de 25 ans de prison pour de graves violations des droits de l'homme et des actes de corruption, commis pendant son mandat de 1990 à novembre 2000, moment où le Congrès a dû le remplacer face à son incapacité morale pour gouverner le pays. On pourrait se poser la question : Tel père, telle fille ?

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/268666-le-jour-le-moins-desire>



Radio Habana Cuba